

Charles le Téméraire, et Michelet rapporte que, cinquante ans après la bataille de Nancy, un paysan dijonnais vendait une vache le double de son prix, payable le jour où le grand duc Charles ferait son apparition. Le même espoir vit, la même petite bougie brûle encore dans le cœur de Jacques Bonhomme, et le nom de Bonaparte n'a rien à voir dans cette adoration. C'est à Napoléon seul que Jacques donne le petit chapeau, la redingote grise, et cette lunette qui faisait toujours voir les objets juste à l'endroit où ils étaient, et à travers laquelle resplendissait invariablement le mot *victoire*. Ainsi, dans les idées de Jacques Bonhomme, Bonaparte est tout au plus à Napoléon comme un de ces parents éloignés dont on n'hérite que sous bénéfice d'inventaire. Ce culte est de sa nature assurément respectable, et nous en donnerons la raison historique à la dernière page de cet article.

A son retour d'Égypte, Bonaparte avait été reçu avec un enthousiasme presque universel. Quoique la fortune de la République eût été relevée par la succession de victoires qui se terminèrent à la bataille de Zurich, et par les brillants succès de Brune en Hollande, l'impression des revers précédents n'était pas effacée, et le jeune général fut accueilli comme si la France eût été sur le bord de l'abîme et que lui seul pût la sauver. D'autres réputations militaires pouvaient balancer la sienne; mais l'opinion publique a ses favoris, comme les rois. La campagne d'Italie avait couronné le nom de Bonaparte d'une auréole impérissable; l'aventureuse expédition d'Égypte, sur le résultat de laquelle on pouvait encore conserver quelques illusions, venait d'ajouter à cette gloire le prestige du gigantesque et de l'inconnu.

Dans l'état de déconsidération relative où étaient tombés le Directoire et tous les pouvoirs publics, l'établissement d'un régime militaire semblait d'ailleurs une nécessité de situation, une conséquence presque inévitable de l'état de guerre prolongé, aussi bien que le terme définitif d'une longue réaction. Le peuple, fatigué de suivre la République dans les fluctuations de sa décadence, s'était désintéressé des affaires publiques, livrées depuis plusieurs années aux intrigants et aux médiocrités. Les cours magnanimes, les grands acteurs de la Révolution avaient été dévorés par les événements; en dehors d'un petit groupe d'hommes austères, sans grande autorité, il ne restait guère que des ambitieux sans scrupule et les réputations militaires. C'était ici qu'allait le flot. La foule cherchait un homme; merveilleuse disposition pour accepter un maître.

Bonaparte arrivait avec l'idée bien arrêtée de s'emparer du pouvoir: l'enthousiasme dont il était l'objet lui frayait la voie; en outre, un parti l'attendait, et même l'avait appelé.

Les Sieyès, les Talleyrand, les Rœderer, les Cambacérès, les Regnault de Saint-Jean-d'Angely, etc., avaient dès longtemps formé une conspiration pour détruire la constitution de l'an III, et faire faire à la République une nouvelle évolution vers la monarchie. Dans une autobiographie de Talleyrand (inédite, et qui fait partie du cabinet de M. Feuilleton de Conches), nous trouvons à ce sujet quelques révélations curieuses. Ce parti, sentant la nécessité de s'appuyer sur un chef militaire, qui ralliât l'armée, avait d'abord songé à Moreau, qui ne montra qu'incertitudes; puis à Joubert, qui, peu après, fut tué à la bataille de Novi; enfin à Bonaparte. Mais laissons parler ici le document en question.

« C'est par des maisons de commerce que M. de Talleyrand fit parvenir les premières dépêches qui informaient le général de la situation où se trouvait la France et de la gloire qui lui était réservée d'y porter remède; mais, comme on n'était pas sûr qu'il eût reçu ces lettres, et que les désordres de l'intérieur et les désastres de l'armée d'Italie ne laissaient plus aucune espérance de salut, un bâtiment neutre fut frété pour lui porter, avec le plan d'exécution qui avait été arrêté, l'invitation de presser son arrivée et de ramener les principaux officiers de son armée. Ce bâtiment partit à l'insu du Directoire, aborda en Égypte le 10 août, et Bonaparte était en France avant que le gouvernement eût même soupçonné son départ. »

Arrivé à Paris le 24 vendémiaire (16 octobre), il se rendit deux heures plus tard chez le président du Directoire, Gohier, honnête homme facile à tromper. « Président, lui dit-il (pour expliquer son retour sans autorisation), les nouvelles qui nous sont parvenues en Égypte étaient tellement alarmantes que je n'ai pas balancé à quitter mon armée pour venir partager vos périls. — Ils étaient grands, général, répondit Gohier, mais nous en sommes glorieusement sortis. Vous arrivez à propos pour célébrer avec nous les triomphes de vos compagnons d'armes. »

Reçu le lendemain en audience solennelle par le Directoire, Bonaparte renouvela ses protestations, et il ajouta, en mettant la main sur la garde de son épée, « qu'il ne la tirerait jamais que pour la défense de la République et de son gouvernement. » (*Mémoires de Gohier*).

Ce retour inattendu n'était point sans faire naître des sentiments de défiance et d'inquiétude chez beaucoup d'hommes appartenant au gouvernement et à l'opinion républicaine. Mais, loin de partager ces craintes, la masse

du public, à Paris, s'associait à l'élan de la France presque entière. On se tromperait d'ailleurs étrangement si l'on s'imaginait qu'en offrant pour ainsi dire la dictature à Bonaparte, le pays céda à un entraînement monarchique; c'était là, sans doute, l'arrière-pensée d'un petit nombre; mais la plupart ne songeait qu'à l'affermissement de la République sous une administration vigilante et ferme. L'armée avait une grande popularité révolutionnaire et patriotique; on la regardait comme le plus ferme rempart contre le retour de l'ancien régime, et les lettrés seuls pensaient alors à César. Les partis même, plus clairvoyants d'ordinaire que les foules, espéraient trouver en Bonaparte l'homme qui leur manquait. Mais lui, qui voulait se servir de tous les partis, non les servir, gardait une réserve étudiée, recherchait, accueillait tout le monde, et ne se livrait à personne. Habile à caresser la démocratie, au moment où il se préparait à l'absorber dans sa dictature, il affectait des allures modestes, une vie retirée, se dérobait aux regards et aux applaudissements du public, n'assistait aux spectacles que dans une loge grillée, et portait le plus habituellement le simple habit de membre de l'Institut, comme pour rendre hommagage à la prééminence de l'ordre civil et démentir ainsi les projets qu'on lui prêtait.

Malgré cette simplicité toute d'apparat, il avait déjà une véritable cour, et son petit hôtel de la rue de la Victoire était encombré de visiteurs. On y voyait un flot d'hommes qui avaient serpenté à travers tous les événements, serviteurs de tous les succès, n'ayant d'autre préoccupation que leur propre fortune, et qui, naturellement, étaient venus se ranger autour de l'homme à qui l'avenir semblait appartenir. Ce groupe était dirigé par Talleyrand, impudent Mascarille caché dans la peau d'un homme d'État, et qui parvint à résumer en lui la corruption de tous les régimes. On y remarquait aussi Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Rœderer, Réal, hommes d'esprit sans convictions, depuis longtemps avides d'échanger l'humble écharpe de la démocratie contre les livrées et les broderies d'un gouvernement régulier; Cambacérès, qui avait ce faible des légistes pour la toute-puissance; Cabanis, Volney, qui devaient se repentir un jour d'une coopération dont ils ne prévoyaient pas les suites; Arnault, le poète tragique, qui déjà faisait en quelque sorte partie de la domesticité du « général »; l'amiral Bruix, ex-ministre de la marine, esprit délié, qui était avec Talleyrand un des conseillers de Bonaparte; les Directeurs Gohier, Roger-Ducos et Moulins, le premier avide, le second complice, le dernier incapable et borné; des familiers de Barras, des amis de Sieyès; enfin un certain nombre de républicains sincères, qui venaient là en observateurs inquiets ou soupçonneux. Les chefs militaires, qui dans cet état de guerre continu, tendaient visiblement à se constituer en une nouvelle aristocratie, formaient tout naturellement cortège au plus éminent d'entre eux, à celui qui semblait destiné à leur assurer la suprématie. Cependant trois généraux illustres, Jourdan, Bernadotte et Augereau, conservaient une attitude presque hostile et rassuraient ainsi le parti républicain, qui les comptait parmi ses chefs les plus capables et les plus influents, car les militaires avaient partout pris le devant de la scène: c'était là, pour employer une expression dont on a un peu abusé, un des signes du temps.

Moreau aurait été pour Bonaparte un redoutable compétiteur, s'il eût eu une ambition plus active et moins d'incertitude dans le caractère. Ces deux grands capitaines ne s'étaient jamais vus. Ils se rencontrèrent pour la première fois chez le président du Directoire. Bonaparte alla au-devant de celui que l'opinion publique lui avait un instant donné comme rival, et le séduisit tout d'abord à force de caresses et de déférence. Quelques jours après, il alla le visiter, lui fit présent d'un sabre magnifique rapporté d'Orient, et finit par le gagner tout à fait et l'entraîner à sa suite. Mais une chose caractéristique, c'est que Moreau, tout en promettant son concours à Bonaparte, refusa d'écouter l'exposition de ses plans.

Ainsi le nouveau César voyait se grouper autour de lui tous les éléments dont il pouvait avoir besoin pour l'exécution de ses projets, et il n'avait plus dès lors qu'à se préparer à agir. Mais avant de s'engager dans la tentative hasardeuse d'une attaque de vive force contre les institutions publiques, il essaya de s'introduire dans le gouvernement par les voies légales. Il eut un moment l'idée de remplacer dans le Directoire Sieyès, pour lequel il nourrissait une aversion prononcée, que celui-ci lui rendait bien, car il avait, comme lui, l'ambition de jouer le premier rôle dans la République. Il s'ouvrit nettement à Gohier et à Moulins: Sieyès eût été renversé par une intrigue quelconque, et le général nommé à sa place. Mais comme il n'avait pas les quarante ans requis par la Constitution, il ne put, malgré ses instances, obtenir l'adhésion des deux Directeurs auxquels il avait fait sa confiance simplifiée.

Il a plus tard affirmé, et des historiens complaisants ont affirmé après lui, qu'il avait repoussé les avances de tous les partis; mais c'est là de l'histoire officielle. Une entreprise comme la sienne ne pouvait réussir avec un désintéressement à la Cincinnatus, car les par-

tis formaient encore des masses compactes et étaient maîtres de positions importantes.

C'est ainsi qu'après sa tentative avortée pour préparer son élection au Directoire, il s'adressa aux groupes qui représentaient la tradition jacobine; mais ce fut en vain que son frère Joseph essaya d'entraîner un de leurs chefs, Bernadotte, qui cependant était son beau-frère et son ami.

Bonaparte essaya encore d'autres combinaisons, par exemple une tentative de rapprochement avec Barras; mais partout il se heurtait à des méfiances bien naturelles ou à des ambitions aussi exclusives, quoique moins justifiées, que la sienne. Enfin, après divers tâtonnements, il se décida à une démarche décisive: l'alliance avec Sieyès, membre du Directoire depuis quelques mois. De ce côté, il trouvait des avantages que son esprit pratique devait apprécier, et, entre autres, une conspiration organisée, montée de longue date et disposant d'un personnel nombreux et de moyens d'action importants. Sieyès, avec son orgueil intraitable, sa réputation monstrueusement surfaite, son ambition cupide, aspirait à la première place, et il était, bien moins que sa propre faction, disposé à une telle alliance, d'autant plus que, quelques jours avant de rechercher son concours, Bonaparte l'avait mortellement blessé par un accueil méprisant. Des amis communs, Talleyrand, Rœderer, Cabanis, Joseph Bonaparte, à force d'insistances, finirent par le décider à un rapprochement. Tout en cédant, il avait d'ailleurs un pressentiment très-net qu'au lendemain du succès il serait annulé par Bonaparte, réduit à une véritable sujétion; mais, dans le réseau d'intrigues byzantines dont la République était enveloppée, il devenait urgent d'agir rapidement, si l'on ne voulait être prévenu.

C'est ce que comprenait bien le général, qui poussait ses préparatifs avec une grande activité. Désormais assuré du concours de deux Directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, il avait pied au centre du gouvernement. Barras, usé, méprisé comme chef des *pourris*, avait cessé d'être redoutable; Gohier et Moulins, les seuls membres du Directoire qui fussent attachés sincèrement à la constitution, étaient aveuglés par la confiance.

Le ministre Fouché, avec son flair subtil d'homme de police, avait tout deviné dès la première heure; mais il se gardait bien de traverser une entreprise qui paraissait appelée à un infaillible succès, et il accablait le général de protestations de dévouement, se réservant, sans aucun doute, de le trahir si la fortune l'abandonnait.

Lemercier, président du conseil des Anciens, et qui était dans la confiance, manœuvrait habilement pour entraîner la majorité de ce corps. Aux Cinq-Cents, on avait quelques intelligences par Lucien, qui présidait cette assemblée; mais il était facile de prévoir que c'était de là que viendrait l'opposition.

Les bases d'opération arrêtées, on distribua les rôles. Rœderer fut chargé de travailler l'opinion par de petits écrits; Regnault de rédiger les proclamations, avec l'aide d'Arnault, qui composa même une chanson pour agiter le peuple des rues. « Une chanson pour un dénouement de tragédie! avait-il dit, c'est trop piquant pour que j'y manque. » D'un autre côté, les généraux qui étaient du complot avaient la mission de rallier homme par homme tous les officiers présents à Paris. Murat, Lannes, Marmont, Macdonald, etc. travaillaient en ce sens. Réal, qui était commissaire du Directoire près l'administration centrale de Paris, devait entraîner ou dominer les municipalités de la capitale. On ajouta aussi que Bonaparte avait obtenu des fournisseurs (qui étaient l'aristocratie financière du temps) une somme de deux millions pour faire face aux dépenses courantes du complot. Tant de démarches, de conciliabules et de négociations n'avaient pas été sans éveiller l'attention; aussi tout Paris était-il dans l'attente de grands événements. Mais, comme il arrive souvent en de semblables circonstances, les plus intéressés ne voyaient et n'entendaient rien. Gohier et Moulins étaient dans la plus complète sécurité, d'autant plus que le ministre de la police affectait une incrédulité railleuse et ne faisait que rire de la prétendue conspiration. De son côté, Bonaparte ne négligeait rien pour endormir les deux seuls Directeurs qui pussent devenir un embarras pour lui. Il accablait Gohier de caresses, lui faisait écrire par Joséphine les plus aimables billets, et s'invitait, de lui-même, amicalement à dîner chez lui. Il s'y était engagé ainsi pour le jour même où devait être frappé le grand coup. (*Mémoires de Gohier*).

Il faut convenir que l'honnête président du Directoire joua dans toute cette affaire exactement le rôle de ces Gêrontes de comédie qui sont bernés par tous les personnages de la pièce. Le 15 brumaire, il présidait imperturbablement un banquet donné au général par le conseil des Anciens dans l'ex-église Saint-Sulpice (alors temple de la Victoire). Lui seul était calme et rayonnant. Tous les convives, sous l'empire des plus graves préoccupations, étaient silencieux et embarrassés. Cet étrange repas réunissait à la même table un certain nombre des vainqueurs et des vaincus du lendemain.

L'exécution, plusieurs fois remise, avait été enfin fixée au 16. Le soir du banquet, Arnault,

envoyé par les principaux acteurs, se présenta chez Bonaparte pour convenir des derniers arrangements. « La chose est remise au 18, lui dit tranquillement le général. — Au 18! y songez-vous? l'affaire est éventée. Ne voyez-vous pas que tout le monde en parle? — Tout le monde en parle et personne n'y croit. D'ailleurs, il y a nécessité. Ces imbéciles du conseil des Anciens n'ont-ils pas des scrupules? ils m'ont demandé vingt-quatre heures pour faire leurs réflexions. » (Arnault, *Souvenirs d'un sexagénaire*).

C'est ainsi que Bonaparte parlait familièrement de ses auxiliaires et des « conservateurs de la Constitution. » La restauration de l'autorité commençait. Dans quelques jours, d'ailleurs, ces imbéciles qui avaient encore quelques scrupules seront à plat ventre devant le maître nouveau, qui, pendant quinze ans, pourra les mener si bas dans la servitude, que lui-même en éprouvera la nausée du dégoût.

Après de nouvelles conférences avec Sieyès et les chefs du parti, la date du 18 avait été, en effet, définitivement arrêtée. Le plan de la conjuration était tel à peu près qu'il s'exécuta: suspension du Corps législatif; suppression du Directoire et nomination de trois consuls investis de la dictature pour réorganiser la République, et doter la France d'une nouvelle constitution. Cette constitution, bâclée par Sieyès, était le moindre des soucis de Bonaparte, qui savait bien qu'après la victoire il serait le seul pouvoir actif et la seule loi vivante. Il n'était que trop évident, en effet, que, dans l'état des choses, le gouvernement de la France allait devenir une seigneurie à la manière des républiques italiennes du moyen âge.

Comme dans toutes les hautes comédies d'usurpation dont l'histoire nous offre le tableau, il s'agissait toujours, dans ces projets d'envahissement de la puissance publique, de *sauver la patrie*. C'était par dévouement patriotique que les conjurés allaient se précipiter dans le gouffre du pouvoir absolu. On sait quels Curdus c'étaient que les Talleyrand, les Sieyès et les politiques de leur école, et combien la grandeur du pays et le bonheur public tenaient de place dans leurs préoccupations!

Un article de la Constitution de l'an III investissait le conseil des Anciens du droit de décréter, en cas de péril public, la translation du Corps législatif hors Paris. Cet article, né des vieilles rancunes girondines contre la capitale, allait servir de pivot à la conspiration. Il fut convenu que Sieyès, qui disposait de la majorité des Anciens, ferait présenter un décret de translation des conseils à Saint-Cloud, sous le prétexte d'un complot jacobin sur le point d'éclater. A cette mesure, on en ferait ajouter une autre que la Constitution n'autorisait pas, la nomination de Bonaparte au commandement des troupes de la division de Paris, de la garde nationale et de la garde du Corps législatif. Une fois les conseils réunis à Saint-Cloud, isolés et privés de tout moyen d'action, Sieyès et Roger-Ducos devaient envoyer leur démission de Directeurs; on espérait arracher celle de Barras et des deux autres; et, dans tous les cas, le gouvernement se trouvant désorganisé, on comptait imposer aux conseils la nomination du consulat tel qu'il avait été projeté.

Une chose curieuse, c'est que les proclamations, par suite du retard de l'exécution, étaient prêtes plusieurs jours à l'avance. Regnault et Arnault avaient confié ce travail à un imprimeur de la rue Christine, nommé Demouville. Le soir du 15, sachant déjà que l'affaire était remise, ils étaient allés tranquillement signer le bon à tirer, et ils laissèrent entre les mains du prote ces pièces accusatrices, dont la découverte pouvait tout faire échouer. Ils étaient naïvement convaincus que cet homme n'y comprendrait rien (un typographe!) On conviendra qu'en une circonstance aussi grave, une telle conduite touchait à l'ineptie. Ce prote obscur et discret, qui eut, pendant toute une nuit, entre ses mains la destinée de la France et celle de Napoléon, se nommait Bouzu.

Dans la nuit du 17 au 18, les décrets furent préparés sous la direction de Cornet, membre du conseil des Anciens, et, vers 6 heures du matin, les lettres de convocation expédiées par des sous-officiers. On convoqua les Anciens pour 7 heures, et les Cinq-Cents pour 11 heures, en ayant soin d'oublier les membres dont on redoutait l'hostilité. De son côté, Bonaparte, agissant comme s'il eût été déjà revêtu du commandement, avait donné rendez-vous chez lui, pour 6 heures du matin, à tous les généraux et officiers sur lesquels il comptait. Le plus piquant, c'est que Lefebvre, qui commandait la division de Paris, avait été également appelé. Il était tout dévoué au Directoire; mais Bonaparte l'enleva d'un mot: « Vous, l'un des soutiens de la République, la laisserez-vous périr entre les mains des *avocats*? Tenez, voilà mon sabre des Pyramides, je vous le donne... » Le brave Alsacien s'écria, tout attendri: « Eh bien! j'en tions les *avocats* à la rivière! » Sous le nom d'*avocats*, c'était en réalité toute la France civile qu'on entendait écarter, pour inaugurer le règne d'une classe, celle des militaires.

Comme on le voit, dans la bouche de Bonaparte, le mot *avocat* avait fait fortune. On sait que cet homme extraordinaire excellait